

Dans moins d'une semaine, le chaos des résultats des élections des ÉU **Sur fond génocidaire, l'enjeu de la fascisation de l'hégémon mondial**

Dans une semaine le jour des élections étatsuniennes sera passé... et nous ne serons vraisemblablement pas qui sera le prochain président des ÉU à moins d'une heureuse surprise à la Nouveau Brunswick où l'unilingue Premier ministre réactionnaire a été inespérément battu à plate couture. Ce sera plutôt au centuple une situation à la Colombie britannique où il a fallu attendre plus d'une semaine, et ce n'est pas encore tout à fait clair, pour savoir que le réactionnaire parti Conservateur à la Poilievre avait raté de peu la majorité. Et encore là, ce parti a respecté les règles du jeu de la démocratie parlementaire.

Ce ne sera pas le cas des Républicains de Trump qui promet de balancer par-dessus bord cette démocratie bourgeoise qu'il a déjà tenté de renverser le 6 janvier 2021 heureusement en amateur... ce qu'il n'est plus ou du moins beaucoup moins. Comme l'affirme le militant et analyste marxiste Dan La Botz au sujet du « Projet 2025 », programme préparé par ses acolytes :

L'Union américaine pour les libertés civiles [ACLU], qui défend depuis longtemps nos droits, l'a qualifié [Projet 2025] de « feuille de route pour le remplacement de l'État de droit par des idéaux de droite ». La démocratie américaine n'est pas parfaite, loin s'en faut, mais s'il y a des abus, nous disposons toujours, dans l'ensemble, de droits démocratiques fondamentaux et de libertés civiles. Comme l'explique l'ACLU, le Projet 2025 propose de réorganiser le pouvoir exécutif et de l'utiliser pour limiter davantage l'avortement ; de cibler « les communautés d'immigrants par des déportations massives et des raids, en mettant fin à la citoyenneté de naissance, en séparant les familles et en démantelant le système d'asile de notre nation » ; d'accroître le pouvoir de la police et de réprimer les manifestations sociales ; de limiter l'accès au vote ; de censurer les discussions sur la race, le genre et l'oppression systématique dans les écoles et les universités, et de faire reculer les droits des personnes transgenres, entre autres choses. Le Projet 2025 éliminerait également des dizaines de milliers de fonctionnaires fédéraux et les remplacerait par des personnes nommées pour des raisons politiques et fidèles au président. Il constitue la première étape du démantèlement de la démocratie américaine et de la création d'un gouvernement autoritaire. Il débutera avec l'élection de Trump ou sa prise de pouvoir par un coup d'État. (Dan La Botz, [The Dangerous American Election](#), ESSF, 7/10/24)

Le journal « Liberal » étatsunien par excellence, le New York Times, va dans la même direction :

Donald Trump a fait preuve de plus d'hostilité envers la démocratie américaine que n'importe quel autre président dans l'histoire du pays. Il a tenté de renverser le résultat d'une élection. Il célèbre la violence politique. La liste est longue, et elle est désormais familière. Une question centrale concernant un second mandat de Trump est de savoir comment cette hostilité pourrait se manifester. Le système politique du pays a survécu à son premier mandat, après tout, et de nombreux Américains se demandent, à juste titre, dans quelle mesure un second mandat serait différent. Cela pourrait vraiment être différent. [...] M. Trump est aujourd'hui bien mieux placé pour atteindre ses objectifs. Ses collaborateurs passent au crible la loyauté des candidats à un poste, en essayant d'exclure les républicains de l'establishment qui pourraient s'opposer à ses souhaits. Le Congrès et le pouvoir judiciaire lui seront probablement plus favorables qu'ils ne l'étaient il y a huit ans.

[Voici] les principaux moyens par lesquels Trump pourrait saper les traditions démocratiques : Il existe au moins six moyens majeurs par lesquels Trump pourrait affaiblir la démocratie américaine :

1. **Poursuivre ses détracteurs.** *M. Trump a promis d'utiliser le ministère de la justice pour punir ses opposants politiques s'il redevient président, y compris avec des « peines de prison de longue durée », comme il l'a écrit en ligne. Traditionnellement, les présidents ne s'immiscent pas dans les affaires pénales. Mais c'est un choix ; un président a le pouvoir de donner des ordres au ministère de la justice. Au cours de son premier mandat, M. Trump a demandé l'ouverture d'enquêtes sur au moins dix personnes, parfois au détriment de leur vie, comme l'a montré mon collègue Michael Schmidt. M. Trump pourrait ordonner davantage d'enquêtes au cours de son second mandat, compte tenu de ses plans de recrutement. [...]*
2. **Faire taire les critiques par d'autres moyens.** *Donald Trump pourrait également tenter d'utiliser ses pouvoirs réglementaires pour influencer le discours public. Il a suggéré que NBC, MSNBC et CBS méritent de perdre leur licence de diffusion en raison de leur couverture critique de sa personne. Il a parlé de punir Amazon parce que son fondateur, Jeff Bezos, est propriétaire du Washington Post. Ces commentaires font écho aux campagnes de réduction au silence menées par des dirigeants étrangers tels que Viktor Orban en Hongrie et Narendra Modi en Inde [...].*
3. **Récompenser les alliés et les donateurs de la campagne.** *Trump, comme l'a rapporté le Times, « fait parfois des promesses explicites sur ce qu'il fera une fois qu'il sera au pouvoir, un niveau d'explicitation à l'égard des industries individuelles et d'une poignée de milliardaires qui a rarement été*

vu dans la politique présidentielle moderne ». Les industries du pétrole et du vapotage - et peut-être Elon Musk - semblent susceptibles d'en bénéficier.

- 4. Remplacer les employés fédéraux par des loyalistes.** À la fin de son premier mandat, M. Trump a publié un décret qui lui donnait le pouvoir de licencier et de remplacer des dizaines de milliers de fonctionnaires fédéraux, notamment des économistes, des scientifiques et des experts en sécurité nationale. Ce décret aurait considérablement augmenté le nombre de personnes nommées pour des raisons politiques, qui s'élève aujourd'hui à environ 4 000. Le président Biden a annulé ce décret. Il est vrai que l'on peut faire valoir qu'un tel décret favorise la démocratie en faisant en sorte que la main-d'œuvre fédérale soit le reflet du président élu. Mais ces mesures risquent également de priver le gouvernement de l'expertise non partisane qui permet de relier la politique à la réalité. Si l'on ajoute à cela les nombreuses promesses antidémocratiques de M. Trump, le licenciement en bloc d'employés fédéraux pourrait lui permettre d'utiliser le gouvernement pour satisfaire ses caprices personnels.
- 5. Saper les politiques précédemment adoptées.** Plutôt que d'essayer d'abroger les lois auxquelles il s'oppose, Donald Trump et ses alliés ont suggéré qu'il pourrait simplement « saisir » des fonds, c'est-à-dire ignorer les lois que le Congrès a précédemment adoptées. Un exemple : Il pourrait essayer de bloquer les fonds destinés aux énergies propres.
- 6. Refuser de transférer le pouvoir pacifiquement.** Trump et son colistier, JD Vance, ne reconnaissent toujours pas que Biden a battu Trump en 2020. Trump promet même de gracier certains des émeutiers qui ont attaqué le Congrès lorsqu'il s'est réuni pour certifier les résultats le 6 janvier 2021. Cette combinaison suggère qu'un transfert de pouvoir a eu lieu en 2021 uniquement parce que suffisamment de Républicains ont tenu tête à Trump. Et il est possible qu'ils ne le fassent plus à l'avenir. [...]

Je sais aussi que certains démocrates diront que la liste est trop courte et qu'elle devrait inclure les politiques potentielles de M. Trump en matière d'avortement, d'immigration, de changement climatique, etc. Mais il convient de faire la distinction entre les différends politiques et la démocratie elle-même. Il n'y a rien d'intrinsèquement anti-démocratique à réduire les réglementations environnementales, à autoriser les États à restreindre l'accès à l'avortement ou à expulser les personnes entrées illégalement dans le pays. Les Démocrates peuvent faire valoir que ces politiques sont mauvaises, et les électeurs peuvent décider qui a raison. Les électeurs peuvent également changer d'avis si ces politiques échouent. Les attaques contre la démocratie sont différentes. Si la

démocratie s'effondre, le système politique peut perdre sa capacité d'autocorrection.

En savoir plus sur Trump –

- Une deuxième administration Trump élargirait probablement le pouvoir présidentiel et réduirait l'indépendance des agences fédérales, y compris la Réserve fédérale.
- Trump affirme qu'il utilisera l'armée pour faire respecter la loi au niveau national, notamment pour lutter contre la criminalité dans les villes dirigées par les Démocrates.
- Ses liens avec des gouvernements étrangers et des entreprises réglementées feraient probablement de lui le président le plus conflictuel de l'histoire des États-Unis.
- Trump a tenté de prendre ses distances avec le projet 2025, mais il a de nombreux liens avec lui. Ce projet pourrait donner un aperçu de la manière dont il gouvernerait.
- Selon une analyse du Times, M. Trump a fait la promotion de fausses conspirations concernant des complots contre lui ou le peuple américain à plus de 300 reprises.

(David Leonhardt. The Morning, New York Times, [30/10/24](#))

On pourrait s'en rendre compte dès le moment du dépouillement des bulletins électoraux soit le 5 novembre ou peu après. Les occasions ne manqueront pas, comme l'explique une journaliste du Globe and Mail, pour créer le chaos nécessaire d'autant plus que la Cour suprême biaisée saura ramasser les morceaux en faveur de Trump à moins qu'auparavant il n'y est un coup :

Mardi soir [prochain], la possibilité de connaître le vainqueur est pratiquement nulle. En 2020, l'Associated Press a désigné 26 États dès la fermeture des bureaux de vote, et 19 autres dans les 24 heures. Dans plusieurs étapes clés, cependant, des marges très faibles et des règles de dépouillement compliquées ont retardé les résultats de plusieurs jours, voire de plusieurs semaines (souvenons-nous de la Géorgie). Joe Biden a été déclaré président le samedi suivant l'élection, ce qui a laissé le champ libre aux théories du complot, aux protestations et à la violence. [...] La course à la présidence de 2024 s'annonçant tout aussi laborieuse, examinons quelques-uns de ces "swing states" pour voir ce qui pourrait retarder les appels.

Caroline du Nord (16 voix au collège électoral) Les habitants de la Caroline du Nord votent toujours tôt : Lors des élections de 2016 et de 2020, le vote par anticipation a été le moyen le plus populaire pour voter. L'intérêt est encore plus grand dans cette course - l'État a connu une participation record depuis l'ouverture des bureaux de vote il y a 12 jours. Jusqu'à présent, près de 2,7 millions de votes ont

été exprimés en personne, soit plus d'un tiers des électeurs inscrits en Caroline du Nord, et les sites de vote anticipé resteront ouverts jusqu'à samedi prochain. Le hic, c'est que les bureaux de vote anticipé resteront ouverts jusqu'à samedi prochain : Les commissions électorales de Caroline du Nord pouvaient auparavant compter ces votes anticipés avant la fermeture des bureaux de vote le soir de l'élection, ce qui signifiait qu'elles pouvaient communiquer les résultats à 19 h 30. Mais une nouvelle loi oblige désormais les commissions électorales à attendre la fermeture des bureaux de vote pour commencer à dépouiller les bulletins. Dans le cadre d'une autre élection serrée - M. Trump a remporté la Caroline du Nord avec à peine 75 000 voix d'avance, soit sa plus petite marge de victoire dans un État - le résultat pourrait rester incertain pendant au moins une semaine.

Wisconsin (10 voix au collège électoral) Si les mots « vote dumps » vous évoquent quelque chose d'étrange, c'est parce que Trump a passé les quatre dernières années à s'insurger contre une vague de votes démocrates à Milwaukee - qui, selon lui, a permis à Biden de « voler » l'État. La vérité est moins ténébreuse : le Wisconsin est l'un des rares États à ne pas pouvoir traiter les bulletins de vote par correspondance avant le matin de l'élection. En 2020, la pandémie a provoqué une augmentation du nombre de ces bulletins, ce qui a retardé le dépouillement. Cette année, environ 450 000 bulletins ont déjà été renvoyés par la poste dans le Wisconsin. Un autre problème est que de nombreuses grandes villes de l'État, dont Milwaukee, bastion démocrate, doivent transporter leurs bulletins de vote par correspondance vers un lieu centralisé afin qu'ils soient dépouillés. Cela peut conduire à ce que des lots importants de votes soient rapportés d'un seul coup dans les premières heures qui suivent la fermeture des bureaux de vote, ce qui est précisément ce qui s'est passé en 2020. À la suite de ces théories du complot sur le « vote dump », l'assemblée législative du Wisconsin a envisagé un projet de loi autorisant les responsables locaux à traiter les bulletins de vote par correspondance la veille de l'élection, mais ce projet est mort au Sénat au début de l'année.

Pennsylvanie (19 voix au collège électoral) Comme le Wisconsin, la Pennsylvanie doit attendre le jour de l'élection pour commencer à compter ses bulletins de vote par correspondance. Ce n'était pas un problème majeur avant 2020, puisque seuls 4 % des votes de l'État avaient été envoyés par la poste. Mais en 2020, en raison des nouvelles règles et des craintes liées au COVID, ce chiffre est passé à 39 %. Il a fallu quatre jours entiers aux responsables pour passer au crible l'énorme arriéré de votes par correspondance avant de pouvoir déclarer M. Biden vainqueur de l'État (et, par conséquent, de l'élection). Cela n'a pas empêché les électeurs de Pennsylvanie de voter par correspondance : Jusqu'à présent, près de 1,3 million d'entre eux ont été envoyés pour la course de cette année. Mais combien d'entre eux compteront réellement le 5 novembre ? Cela dépend des décisions de 67 commissions électorales distinctes. Chaque conseil partisan établit ses propres

règles concernant la notification aux électeurs des erreurs commises sur leurs bulletins de vote par correspondance - comme l'erreur de date ou le fait de ne pas l'avoir scellé dans une deuxième enveloppe - et la possibilité pour eux de bénéficier d'une seconde chance de voter. En 2020, les fonctionnaires électoraux de Pennsylvanie ont rejeté plus de 34 000 bulletins de vote par correspondance dans un État qui ne s'est démarqué que par 80 000 voix. La semaine prochaine, les experts prévoient encore plus de bulletins rejetés dans une course encore plus serrée, ce qui signifie que nous devrions tous nous préparer à une longue série de nuits d'angoisse.

Danielle Groen, Morning Update, Globe and Mail, [29/10/24](#)

Cette semaine, la cavalcade Trump s'est payé un Madison Square Garden plein (20 000 personnes), en imitation d'une semblable assemblée nazie en 1939, où les vociférations anti-immigrants ont atteint un paroxysme jamais vu. Heureusement cette assemblée nauséabonde a été plus que neutralisée par un immense rassemblement (75 000 personnes) Démocrate à l'endroit même où Trump avait tenu son discours précédant l'assaut du Capitole. Ce succès est-il le reflet d'un retournement qu'annoncerait le sondage synthétique de ce jour, aux méthodes particulièrement sophistiquées, de The Economist. D'affirmer celui-ci : « *La probabilité de victoire de Kamala Harris a augmenté de six points de pourcentage dans la mise à jour d'aujourd'hui, ce qui fait de la course une lutte acharnée* » (The Economist, [New polls reset the presidential race to a dead heat](#), 30/10/24).

Quelques anticapitaliste purs et durs auront quand même le réflexe orthodoxe de renvoyer dos à dos ces partis bourgeois, qui tous deux appuient la guerre génocidaire de l'État sioniste, au nom du rejet de la tactique du « moins pire » et en faveur du vote pour un parti de gauche afin de rester fidèle au principe de l'indépendance de classe. Dans le cas étatsunien, ces partis de gauche sont marginaux, sans compter qu'ils s'opposent au soutien armé de la lutte anti-impérialiste de libération nationale de l'Ukraine. Ce refus revient à faire le lit de l'impérialisme russe qui aussi se livre à une guerre génocidaire qui n'a pas l'ampleur de celle sioniste pour la simple raison que le peuple ukrainien et son gouvernement sont mieux en mesure de se défendre que le peuple palestinien. Paradoxalement, le parti Démocrate au moins demi-consent au soutien armé de l'Ukraine les deux pieds sur le frein. Alors, trêve de dogmatisme.

Marc Bonhomme, 30 octobre 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

